



**Au lendemain du scrutin présidentiel du 07 octobre 2018, sept étrangers sont présentés à la télévision nationale Crtv comme étant des observateurs électoraux de Transparency International**

Sauf que le président de l'époque de la branche camerounaise de l'ONG va rapidement faire une sortie « *Nous n'avons pas déployé d'observateurs au Cameroun dans le cadre de la présidentielle* », démentait formellement Charles Nguini 72 heures après la polémique, mettant ainsi à nu le pot aux roses du régime en place.

Certains acteurs politiques réclameront en vain « l'ouverture d'une enquête publique ». **237actu.com**, apprendra par la suite l'ouverture d'une procédure du fisc en France pour des soupçons de montants non déclarés perçus au Cameroun par les membres français de la délégation des faux observateurs de Transparency International.

Bien plus, l'ONG d'origine allemande pourrait selon certaines sources traîner l'État du Cameroun en Justice pour « *usurpation d'observateurs* ».

Affaire à suivre...